diploweb.com La revue géopolitique
ISSN : 2111-4307

10/2026

Synthèse de l’actualité internationale d’octobre 2026

dimanche 1er novembre 2026,par Axelle DEGANS

Citer cet article / To cite this version :
Axelle DEGANS, **Synthèse de l’actualité internationale d’octobre 2026**, *Diploweb.com : la revue géopolitique, 1er novembre 2026.*

Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser une participation à votre convenance par PayPal via **la page suivante** . Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse expertise.geopolitique@gmail.com.

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.
Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

Elections dans le monde ; Nouveaux défis du numérique ; Une génération Z en action ? ; Un rapprochement américano-russe ? ; Comment mettre fin à la guerre en Ukraine ? ; La RDC dans une impasse sécuritaire ? etc.

Voici la précieuse synthèse d'Axelle Degans qui sera fort utile à tous ceux qui veulent disposer d'un point de l'actualité géopolitique mondiale, voire passent un examen ou des concours. Pour ne rien manquer, et recevoir nos alertes sur des documents importants, le plus simple est de s'abonner gratuitement à notre Lettre d'information hebdomadaire.

Le sort des urnes

En Serbie, l'ex-président Aleksandar Vučić, à la tête du gouvernement entre 2014 et 2017 avant de devenir président de la république serbe de 2017 à 2026, vient d'essuyer une lourde défaite aux élections législatives d'octobre 2026 face au mouvement des étudiants, la liste étudiante. Celui-ci s'est développé à partir de novembre 2024. Il s'est cristallisé après la catastrophe de l'effondrement d'une partie du toit de la gare de Novo Sad, dénonçant la corruption des autorités. Le mouvement, sévèrement réprimé, continue et s'amplifie conduisant le président du gouvernement Miloš Vučević à démissionner de son poste en janvier 2026. Le mouvement estudiantin, né de la société civile et soutenu par les partis d'opposition, veut une autre pratique politique en Serbie, dénonce le poids de la mafia. Il ne se positionne pas par rapport à Moscou, pas plus qu'il ne réclame l'intégration à l'Union européenne.

Au Brésil, le président sortant Lula affronte en octobre 2026 le fils de l'ancien président Jair Bolsonaro, Flavio Bolsonaro, qui, contre toute attente a devancé Lula au premier tour des élections présidentielles. Malgré les pressions et ingérences de Washington, Jair Bolsonaro, a été condamné par la justice brésilienne pour tentative de coup d'État militaire, alors qu'il contestait la victoire aux élections présidentielles de Lula, opportunément remis en liberté alors qu'il purgeait une peine de prison pour corruption. Le second tour d'octobre 2026 donne une courte mais claire victoire (près de 52% des suffrages exprimés) à Lula. Flavio Bolsonaro dans un premier temps conteste la victoire de son adversaire, avant de s'enfuir de son pays pour se mettre à l'abri de possibles poursuites judiciaires. Lula, 81 ans, a déjà exercé deux mandats présidentiels au début du siècle, et vient d'achever son troisième mandat. Avec quatre mandats, Lula établi un record de longévité à la tête de son pays.

En Israel, les élections législatives d'octobre 2026 qui renouvellent les 120 sièges de la Knesset, donnent une très courte victoire à la coalition menée par le Premier ministre sortant, Benjamin Netanayou, avec 53 sièges, le bloc d'opposition en obtient 48. Quant aux différents partis arabes, ils remportent 19 sièges. Ainsi, les résultats des législatives débouchent sur une impasse politique, qui n'est pas sans rappeler celle de la France après les élections législatives de 2024 organisées après la dissolution décidée par le président de la République. Le futur Premier ministre israélien peinera probablement à disposer d'une majorité parlementaire. La possibilité d'une élection directe du Premier ministre par la Knesset est envisagée.

Les accusations de fraudes électorales au Brésil comme en Israel, après l'annulation des élections de novembre 2024 en Roumanie, les fragiles coalitions au pouvoir, sont des signes d'un affaiblissement des pratiques démocratiques qui ne peut qu'inquiéter.

Dr. Axelle Degans
Degans/Diploweb

Les nouveaux défis du numérique

Au Danemark, une fuite géante de données concerne près de 9 millions de personnes. Le fichier central du registre national a été piraté en octobre 2026, une attaque considérée comme « grave » par le gouvernement danois. L'administration française a elle aussi été piratée à plusieurs reprises depuis le début de l'année 2026, des millions de données ont là aussi été dérobées. La digitalisation croissante de nos sociétés est ainsi clairement remise en question.

Les algorithmes et leur application posent aussi de nombreuses questions. Les réseaux sociaux sont des vecteurs nouveaux de fragmentation des sociétés car un même fait génère des images et des vidéos très différentes selon que ce soient des jeunes qui les reçoivent… ou leurs parents. C'est particulièrement flagrant concernant les manifestations étudiantes et les pillages du mois d'octobre 2026 en France. En fait, **les réseaux sociaux contribuent à un affaiblissement du sens du bien commun**, en développant des biais d'information, voire de désinformation, et *in fine* un affaiblissement du sentiment démocratique. Peut-on laisser prospérer sur les réseaux des discours estimant que le recours à la violence est légitime ? A contrario une interdiction de ces contenus ou des vecteurs n'est-il pas une atteinte à nos libertés ? Une démocratie piégée ?

Une génération Z en action ?

La génération Z a multiplié les manifestations dès 2025 au Maroc, à Madagascar, au Népal… en Serbie, avec parfois des bannières de Luffy, mais toujours pour dénoncer les pratiques des gouvernements en place et réclamer davantage d'égalité des chances. En France, dans un contexte d'impasse politique depuis la dissolution de l'Assemblée nationale en juin 2024 et de préparation des élections présidentielles du printemps 2027 lors desquelles le président sortant ne peut pas être reconduit, un mouvement lycéen dénonce ses conditions d'apprentissage [1]. Il bloque les lycées publics, manifeste, réclame davantage de moyens financiers … mais les destructions des biens communs (abris bus, vélos électriques, portails des lycées…) interrogent. **Comment un lycée peut-il être partiellement brûlé dans le pays des Lumières ?** Comment des professeurs peuvent-ils être molestés dans le pays d'Albert Camus qui proclamait tout ce qu'il devait à son instituteur ? Les scènes d'émeutes urbaines et de pillages en marge des manifestations peuvent certes s'expliquer par une instrumentalisation politique de l'extrême-gauche en vue des prochaines élections, mais pas

seulement. La jeunesse en France manque d'espoir, elle se polarise sur les extrêmes politiques qui jouent sur la fragmentation de la société. Elle grandit dans un monde où pèse une éco anxiété, le poids de sociétés vieillies, le blocage de l'ascenseur social au moment où s'est massifié l'enseignement supérieur dont les diplômes ne garantissent plus un emploi de cadre et désormais la grande menace que fait planer l'intelligence artificielle. Comment obtenir un jour un emploi « senior » quand il devient ardu d'être un « junior » ? Une économie post-industrielle ne fournit plus suffisamment d'emplois qualifiés, or c'est la voie sur laquelle la France s'est engagée depuis les années 1980, comme l'ensemble des pays de l'Europe communautaire, à des degrés différents. On observe dans de nombreux pays de l'UE des mouvements contestataires menés par la jeunesse, outre la France où la violence est particulièrement forte, en Italie, en Allemagne… Le déclassement de l'Union européenne provoque des explosions de colère de la jeunesse.

Bonus
Géopolitique et stratégie. Dans le Radar du Diploweb. Septembre 2026

Voici une sélection non exhaustive des publications des think tanks français en septembre 2026. Il est possible d'effectuer une recherche par mots clés via votre navigateur. Voici un accélérateur de travail innovant. Les nouveautés du mois d'octobre bientôt publiées sur *Diploweb.com*. Abonnez-vous à la Lettre pour en bénéficier.

Un rapprochement américano-russe ?

Les présidents américain et russe amorcent en octobre 2026 un rapprochement de plus. Donald Trump annonce avoir un accord lui permettant de livrer 300 000 tonnes de gazole rapidement et 500 000 après les élections de mi-mandat, important horizon de la politique intérieure pour l'actuel président, et *in fine* plusieurs millions de tonnes de gazole. A court terme, la priorité de Donald Trump est de calmer la colère qui monte dans la population américaine, en particulier du fait de l'augmentation du prix du carburant. Il reste à voir si Moscou sera réellement capable de respecter ce qui vient d'être annoncé…. alors que même que des émissaires ukrainiens étaient reçus en Floride par les autorités américaines. La question du diesel est devenue sensible avec la baisse de son exportation depuis le golfe Persique. Le président américain demande au président ukrainien d'arrêter ses frappes sur les installations russes où est raffiné le diesel, car elles finissent par diminuer la production d'hydrocarbures au moment où les opérations militaires dans le Golfe pèsent sur ses exportations énergétiques. L'administration Trump estime que des accords commerciaux passés avec Moscou pourraient amener à la fin du conflit en Ukraine. Une analyse loin d'être partagée. Les Européens, se retrouvent en porte-à-faux car au même moment ils votent un nouveau train de sanctions contre les intérêts russes, Washington accueille, à l'occasion du G20, Serguei Lavrov, ministre russe des Affaires étrangères.

Washington souffle le froid et le chaud en parrainant une opération humanitaire à Olechky, au sud de l'Ukraine pour en évacuer les civils avant une probable offensive russe ou en autorisant la vente de 500 missiles Patriot - des intercepteurs capables de détruire des missiles russes - à Kiev. Dans le même temps, des responsables du Pentagone demandent à des dirigeants européens (Baltes en

particulier) membres de l'OTAN de modérer leurs discours concernant la Russie pour ne pas nuire aux négociations en cours en vue d'une sortie de conflit…

Comment mettre fin à la guerre en Ukraine ?

En Ukraine, les belligérants s'épuisent dans une guerre d'usure qui s'apprête à connaitre un cinquième hiver. Avec l'été 2026, la guerre des drones amène une escalade du conflit qui touche d'abord les civils mais aussi les infrastructures énergétiques, ce qui pèse sur le quotidien des civils ukrainiens mais aussi sur les capacités d'approvisionnement du monde en hydrocarbures (exemple de la raffinerie de Novokouïbychevsk qui produit notamment du kérosène) alors que l'opération militaire menée par les Etats-Unis dans le golfe persique a provoqué un nouveau choc énergétique. En fait ces deux conflits co-produisent des effets économiques et géopolitiques.

Les émissaires américains ont rencontré des officiels russes lors d' « échanges fructueux ». La mer Baltique, devenue un « lac otanien » avec les adhésions de la Suède et de la Finlande au traité de l'Atlantique Nord – à la suite de la relance de la guerre russe en Ukraine - est un nouvel espace de tension notamment dans son espace aérien entre les flottes suédoise et finlandaise avec la flotte russe. Le président finlandais Alexander Stubb (qui appartient à l'Union européenne mais ne la représente pas et appartient à l'OTAN) et le Premier ministre norvégien Jonas Gahr Støre (qui n'appartient pas à l'Union européenne mais à l'OTAN) ont un entretien « franc et substantiel » avec Vladimir Poutine après avoir accueilli précédemment le président ukrainien Vlodomyr Zelenski. Ces deux pays, frontaliers de la Russie, s'inquiètent tout particulièrement d'une possible extension du conflit et demandent au président russe de mettre fin à l'invasion de son voisin. Les Premiers ministres danois et suédois se désolidarisent de cette initiative.

L'issue de ce conflit demeure des plus incertaines et des négociations directes entre la Russie et l'Ukraine sous médiation américaine devraient se tenir à Abou Dhabi en novembre 2026.

Bonus

Vous aussi, tirez parti du podcast Planisphère : un expert fait un point précis et clair sur une question géopolitique, avec une synthèse rédigée très appréciée des candidats aux concours.

La République démocratique du Congo (RDC) dans une impasse sécuritaire

Joseph Kabila, ancien président de la République démocratique du Congo (RDC), et fils de Laurent Désiré Kabila qui a renversé le maréchal Mobutu, est condamné en 2025 à la peine de mort par contumace pour haute trahison. Cet opposant à l'actuel président Félix Tshisekedi, vient de prendre la tête d'une coalition politico-paramilitaire comprenant le M23. Ce dernier est financé de longue date par le Rwanda de Paul Kagamé, pour le compte de qui il pille les richesses de la partie orientale de la RDC. Le M23 a pris possession l'année passée de Goma et Bukavu avec le soutien de l'armée rwandaise, il met à feu et à sang la région du Kivu. En décembre 2025 la médiation américaine de

décembre 2025 n'est pas parvenue à une réelle pacification de la situation. La province orientale de la RDC est en proie depuis l'été 2026 à une recrudescence de l'épidémie d'Ébola, une fièvre hémorragique.

La guerre à bas bruit

La situation sécuritaire du Sahel [2] continue à se dégrader au Mali, au Burkina Faso et jusqu'au Nigéria dans le golfe de Guinée.

Le Niger putschiste, qui a demandé le départ des troupes françaises présentes dans le cadre du dispositif Barkhane pour se tourner vers Moscou et les mercenaires de l'Africa Corps, n'a pas trouvé de solution face aux attaques répétées des djihadistes. L'Algérie, après avoir vendu à Niamey des hélicoptères de guerre et des avions de chasse (des Sukhoï-30) décide d'un déploiement de troupes au sol chez son voisin du Sud. Une décision remarquable car la dernière opération militaire officielle menée par Alger hors de ses frontières date de 1973, lors de la guerre du Kippour. Cette intervention militaire est décidée au nom de la préservation des intérêts en hydrocarbures de la société algérienne de la Sonatrach dans le champ pétrolifère de Kafra au nord du Niger comme la sécurisation du gazoduc transsaharien (TSGP) qui amène le gaz nigérian vers l'Europe via le Niger et l'Algérie. Il s'agit aussi d'une réponse géopolitique face à un Maroc qui se projette de plus en plus vers l'Afrique sahélienne et subsaharienne et développe un projet de gazoduc depuis le Nigéria vers l'Espagne via le royaume chérifien. En fait, l'Algérie se positionne ainsi en nouveau « parrain » régional, elle qui dispose de la deuxième force armée du continent africain après l'Égypte, elle signe un accord de coopération avec le Niger qui, auparavant, en avait un avec la France.

La guerre continue en Éthiopie. Elle était circonscrite dans la partie septentrionale (le Tigré), mais gagne courant octobre 2026 la partie méridionale (les régions peuplées de l'Oromia et de l'Amhara) où les troupes gouvernementales affrontent les forces somalies et de l'Oromia. Des dizaines de milliers de civils ont fui vers le Kenya. Les Fano (des Amhara), l'OLA (Oromia) et le TPLF (les tigéens) ont formé fin septembre 2026 une alliance avec d'autres groupes armés pour renverser le gouvernement fédéral du premier ministre Abiy Ahmed. Des drones sont utilisés contre des civils Amharas.

Plusieurs attaques houthies ont touché en octobre 2026 l'aéroport saoudien de Riyad, faisant plusieurs victimes. Le conflit ne s'apaise pas, loin s'en faut. Plusieurs bateaux ont été frappés par des tirs dans le golfe persique.

Les affrontements armés se poursuivent dans la bande de Gaza et en Cisjordanie.

Le sort du Sahara occidental

Le Sahara occidental se situe entre le Maroc au Nord et la Maurétanie au Sud. Il dispose d'eaux poissonneuses et d'importantes réserves de phosphates, indispensables aux engrais. Cet ancien Rio de Oro, colonie espagnole, est convoité de longue date par le Maroc, et n'est pas étranger à la guerre des sables qui a opposé Alger et Rabat en 1963. Le royaume chérifien y a mené une « marche verte » pour imposer une annexion de fait. Les Sahraouis sont partagés entre volonté de conserver leur indépendance, défendus par le Front Polisario appuyé par Alger, et celle d'intégrer le Maroc. L'ONU y a déployé depuis 1991 MINURSO, une opération de maintien de la paix (OMP) pour organiser un referendum mais elle prend fin le 1er novembre 2026. Lors de son premier mandat, Donald Trump a reconnu la marocanité du Sahara occidental. Washington veut prolonger MINURSO mais sans référence au referendum, avec un plan d'une « *autonomie du Sahara occidental sous souveraineté marocaine* » comme « *la seule base* » de discussion vers un règlement politique. Ce à

quoi s'oppose un autre membre du Conseil de sécurité de l'ONU, la Russie qui veut prolonger MINURSO dans sa mission initiale. L'absence d'accord conduit à la fin de la mission MINURSO, le Maroc estimant que ses vues ont triomphé. Ce qui laisse présager un regain de tension dans la région entre Alger et Rabat dont les relations diplomatiques sont rompues depuis 2001.

Tensions en Amérique latine

Le président Nayib Bukele dénonce la disparition de quatre Salvadoriens appartenant à la Force de répression des gangs (GSF). Il décide en octobre 2026 de l'envoi d'une force militaire de 2 000 soldats en Haiti pour les récupérer. Cette décision contrevient à l'action de l'ONU dans ce pays qui s'est effondré depuis le tremblement de terre de 2010. Le chef du gouvernement haïtien de transition, le Premier ministre Alix Didier Fils-Aimé, et le chef de l'État salvadorien réaffirment *« leur engagement à renforcer la coordination bilatérale et la coopération opérationnelle »* pour *« répondre aux défis sécuritaires ».* Le droit international est de nouveau contourné, mais la violence des gangs qui gangrène Haiti est une menace pour tout son environnement régional.

La menace d'un El Nino (phénomène hydroclimatique régulier dans le monde du Pacifique) particulièrement destructeur conduit la Bolivie de Rodrigo Paz à décréter l'état d'urgence. Une terrible sécheresse affecte les pays andins et touche durement les paysans et donc leur capacité à pouvoir aux besoins alimentaires de la population.

Ne pas oublier

Samuel Paty, professeur d'Histoire-Géographie, a été assassiné le 16 octobre 2020 par un islamiste pour ce qu'il était, un professeur qui transmet le savoir. Dominique Bernard, professeur de Lettres, a été assassiné le 13 octobre 2023 par un islamiste, car lui aussi incarnait le savoir et parce qu'il s'opposait à un acte barbare visant la communauté scolaire. 6 ans et 3 ans plus tard, ne les oublions pas !

Le journaliste sportif français Christophe Gleizes est toujours aux mains d'Alger, condamné à sept ans d'emprisonnement, il est un otage, encore et toujours.

Il y a trois ans, le 7 octobre 2023 le Hamas et ses alliés perpétraient un pogrom autour de la bande de Gaza, prélude à un bouleversement profond du Proche-Orient dont nous vivons actuellement une déclinaison dans tout le Moyen-Orient.

Bonnes nouvelles

Au Maroc, le roi Mohammed VI nomme en octobre 2026 la première femme sur le poste de Premier ministre. Fatima Ezzahra El-Mansouri, membre du PAM (parti remporte les élections législatives), a été maire de Marrakech avant de siéger en tant que ministre de l'Aménagement du territoire dans le gouvernement sortant. Une nomination dont la symbolique est très forte dans ce pays à la population jeune. Elle dit faire face à une crise sociale de grande ampleur comme en témoigne la récente vague migratoire en direction de Ceuta, et à une forte contestation des choix politiques en faveur des infrastructures sportives alors que la réduction de la pauvreté est un défi non relevé.

La spationaute française, Sophie Adenot vient de rentrer en octobre 2026 sur Terre après une mission couronnée de succès. Elle a passé 235 jours à bord de la station orbital internationale ISS.

Le prix Nobel de chimie a été attribué à Henri B. Kagan et Kenso Soai pour leurs travaux sur les molécules miroirs. Ainsi, deux molécules identiques sauf pour la symétrie, ont des effets très

différents. Ces travaux permettent de produire avec certitude l'une et pas l'autre, et donnent la possibilité de produire de nouveaux médicaments.

Copyright Novembre 2026-Degans/Diploweb.com

Plus

Voir les synthèses de septembre 2024, octobre 2024, novembre 2024, décembre 2024, janvier 2025, février 2025, mars 2025, avril 2025, mai 2025, juillet-août 2025, septembre 2025, octobre 2025, novembre 2025, décembre 2025, janvier 2026, février 2026, mars 2026, avril 2026, mai 2026, juin 2026, juillet et août 2026, septembre 2026, octobre 2026,

P.-S.

Docteure en Géopolitique de l'Université de Reims Champagne-Ardenne. Membre du Conseil scientifique du *Diploweb.com*. Agrégée d'histoire, Professeure de chaire supérieure au lycée Faidherbe (Lille) où elle enseigne la géopolitique en classes préparatoires économiques et commerciales. Auteure de nombreux ouvrages.

Notes

[1] NDLR : La dégradation des conditions salariales des enseignants français depuis plusieurs décennies est une responsabilité collective qui a produit un résultat pourtant prévisible : le manque d'enseignants. Voir en 2026 des dizaines de milliers d'élèves et d'étudiants réclamer des enseignants est un pied de nez à ceux – nombreux – qui ont laissé la dégradation s'installer.

[2] NDLR : Lire à ce sujet Alexandre Lauret et Mathieu Mérino (dir.), « Sahel, au centre du djihadisme mondial », étude n°138, IRSEM.